

Avis d'Appel d'Offres F 305 / 2019

ACQUISITION D'ÉQUIPEMENTS ET DE FLUIDES MÉDICAUX POUR L'HÔPITAL GÉNÉRAL (HG) DE DUÉKOUÉ

1. du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) passé entre la France et la Côte d'Ivoire, afin de financer le Projet de Renforcement du Système de Santé, et à l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché relatif à l'acquisition d'équipements et de fluides médicaux pour l'hôpital général (HG) de Duékoué.
2. L'UCP C2D Santé sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir les équipements pour l'hôpital général (HG) de Duékoué.

Le présent appel d'offres est composé des trois (03) lots suivants :

Lot N°	Désignation	Délai de livraison	Lieu de livraison
Lot 1	Équipements médico techniques	120 jours	HG Duékoué
Lot 2	Fluides médicaux	120 jours	HG Duékoué
Lot 3	Petit matériel et mobilier médical	90 jours	HG Duékoué

Les marchés issus du présent appel d'offres seront passés sur **prix unitaires**.

3. La passation du marché sera conduite par Appel d'offres ouvert tel que défini dans le Code des marchés publics à l'article 56, et ouvert à tous les candidats éligibles.
4. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de :

UCP C2D Santé, Abidjan Plateau, rue Thomasset, immeuble Saint Augustin, 6ème étage (à 30 mètres de l'hôtel IBIS) Tél : 20 24 22 07 / 07 14 86 68, de 09h 00 mn à 12 h 00 mn et de 14 h 30 mn à 16 h 30 mn, voir Madame DAHO Mariam, mail : dmariamoum@yahoo.fr copie à konemadu@me.com

et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessus.

5. Les exigences en matière de qualification sont détaillées dans le document d'Appel d'offres.
6. Les candidats peuvent retirer gratuitement le Dossier d'Appel d'Offres à l'adresse mentionnée ci-dessus.
7. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après :

**Secrétariat de l'UCP C2D Santé, Abidjan Plateau, rue Thomasset, immeuble Saint Augustin,
6ème étage, (à 30 mètres de l'hôtel IBIS), Tél : 20 24 22 07 / 07 14 86 68**

au plus tard le **14 janvier 2020 à 10 heures 00 minutes.**

Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les soumissions par voie électronique ne sont pas autorisées.

Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-après :

Salle de réunion de l'UCP C2D Santé, Abidjan Plateau, rue Thomasset, immeuble Saint Augustin, 6ème étage, (à 30 mètres de l'hôtel IBIS), Tél : 20 24 22 07 / 07 14 86 68

le **14 janvier 2020 à 10 heures 30 minutes.**

Les offres doivent comprendre un cautionnement provisoire établi par une banque, un organisme financier ou un tiers agréé par le ministre chargé des finances d'un montant de :

Lot N°	Désignation	Montant du cautionnement provisoire
Lot 1	Équipements médico techniques	2 500 000 FCFA
Lot 2	Fluides médicaux	2 000 000 FCFA
Lot 3	Petit matériel et mobilier médical	500 000 FCFA

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant un délai de 120 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

8. Dès la validation de la décision d'attribution des marchés, l'Autorité contractante publiera dans le Bulletin Officiel des Marchés Publics et par voie d'affichage dans ses locaux, la décision d'attribution et tiendra à la disposition des soumissionnaires, le rapport d'analyse de la Commission d'Ouverture des Plis et de Jugement des offres (COJO), ayant guidé ladite attribution à l'adresse ci-dessus.
9. Les marchés issus du présent Appel d'offres seront soumis aux formalités de timbres et d'enregistrement et à la redevance de régulation (0,5% du montant hors taxes du marché) aux frais des titulaires.
10. Le présent appel d'offres est soumis aux lois et règlements en vigueur en Côte d'Ivoire, notamment au Décret N °2009-259 du 06 août 2009, portant Code des Marchés Publics et ses textes d'application, tel que modifié par les Décrets n° 2014-306 du 27 mai 2014 et N° 2015-525 du 15 juillet 2015 ; ainsi qu'aux Directives pour la passation des marchés financés par l'Agence Française de Développement (AFD) dans les pays étrangers de février 2017.